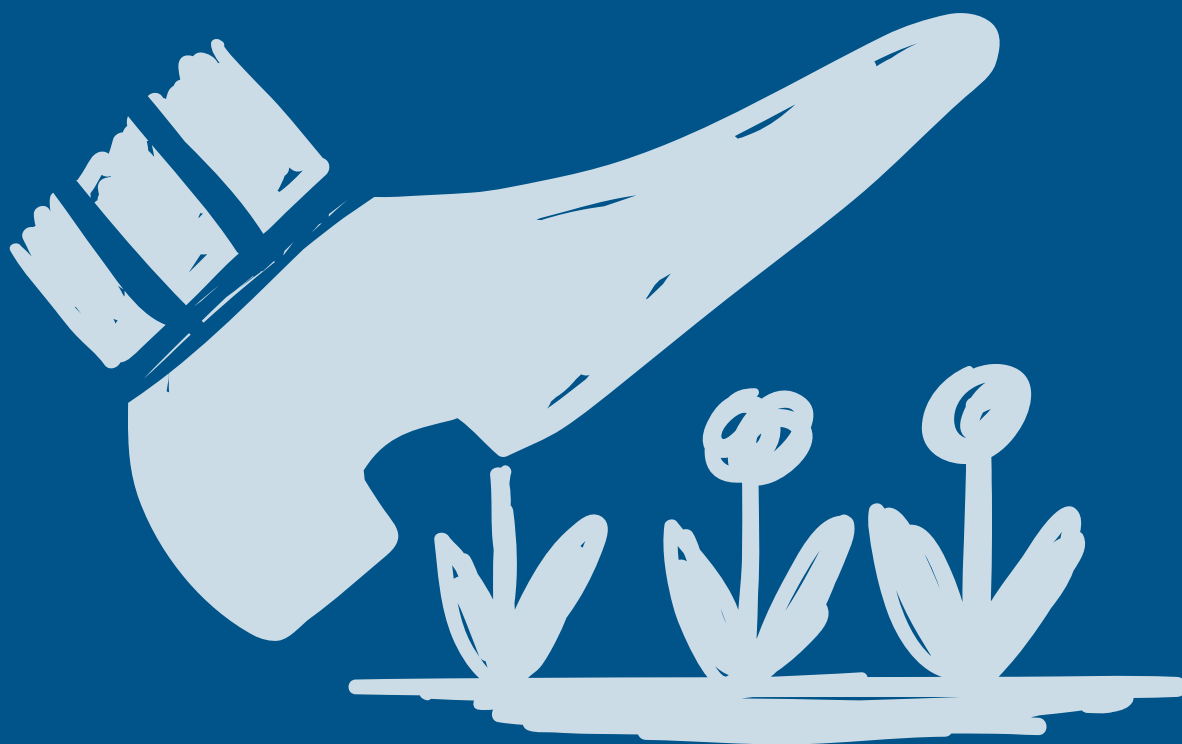


DeSIRA : l'indésirable ?

Quand des financements publics se mettent au service d'initiatives agricoles opaques



Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire



TERRE
SOLIDAIRE
Soyons les forces du changement

Introduction

Les initiatives et coalitions multi-acteurs se multiplient depuis quelques années, particulièrement depuis la COP 21. Ces alliances, qui mêlent secteur public (Etats, collectivités, etc.) et privé (fondations, multinationales), secteur de la recherche et/ou société civile, semblent être devenues la panacée de l'action climatique. La France en a fait une priorité de son engagement et de sa vision comme en témoigne la mise en place du « *One Planet Summit* » (OPS) depuis 2017.

Parmi les nombreux secteurs couverts, on retrouve en particulier des initiatives destinées à traiter des enjeux agriculture et climat, dont **DeSIRA (Développement intelligent pour l'innovation par la recherche en agriculture)**, une des dernières en date lancée à l'occasion d'un OPS. Elle se place dans la droite ligne d'autres alliances co-financées et co-pilotées par les institutions publiques et le secteur privé, comme la NASAN (Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire et la Nutrition), la GACSA (Alliance pour l'agriculture intelligente face au climat) ou AGRA (Alliance pour la révolution verte en Afrique) dont les impacts négatifs sont documentés et dénoncés depuis plusieurs années par de multiples acteurs.

L'agriculture est un secteur clé pour l'action climatique, car à la fois victime et parmi les premiers contributeurs des dérèglements actuels. Cela alors que, par ailleurs, la faim augmente pour la 5e année consécutive, touchant 690 millions de personnes en 2019, en particulier les communautés rurales qui dépendent de l'agriculture comme moyen de subsistance et représentent 48% du continent Africain (70% en Afrique de l'est). La pandémie de la COVID-19 n'a été qu'un révélateur supplémentaire de l'extrême fragilité des systèmes alimentaires mondiaux. Elle a accrue les inégalités sociales, et une crise alimentaire mondiale se profile, amenant le Programme Alimentaire Mondiale à craindre une « pandémie de la faim ».

Si la transition vers des systèmes agroécologiques et résilients est cruciale, il y a un enjeu majeur à s'assurer que les programmes multi-acteurs, financés par l'argent public, répondent effectivement à cet objectif.

Alors que DeSIRA, initialement prévue sur 2018-2020, entre dans sa 3^e année de mise en œuvre, et que des événements majeurs en 2021 feront une place importante à l'action climatique par le biais des coalitions multi-acteurs, **cette note vise à faire un état des lieux de cette initiative, notamment en termes de gouvernance et de redevabilité. Elle questionnera par ailleurs la vision du développement agricole qu'elle souhaite impulser, notamment au regard des projets et parties prenantes, dont la Fondation Bill & Melinda Gates (FBMG).**

Rédaction : Maureen Jorand, Manon Castagné, Lorine Azoulai
Création graphique : Michaël Bouffard / CCFD-Terre Solidaire
Contact : Maureen Jorand / jm.jorand@ccfd-terresolidaire.org
Date de publication : janvier 2021

L'initiative DeSIRA

Les informations disponibles concernant l'initiative DeSIRA sont plutôt éparses et limitées. Voici une présentation des principaux éléments publiquement accessibles, qui s'appuie sur les critères d'analyse développés par le Réseau Action Climat, dans le cadre de ses travaux sur les coalitions multi-acteurs⁴.

a) Présentation de l'initiative

● Présentation et objectifs :

DeSIRA, pour « Développement intelligent pour l'innovation par la recherche en agriculture », est une initiative multi-acteurs lancée à l'occasion du One Planet Summit, en décembre 2017 à Paris. Elle se donne pour objectif de financer une transition durable des systèmes agricoles et alimentaires et compatible avec le climat en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Les projets soutenus sont sélectionnés sur appel d'intérêt et l'initiative s'organise autour de trois « piliers » :

- Soutenir les projets de recherche innovation en se basant sur les principes de l'agroécologie ;
- Renforcer la gouvernance de la recherche, en lien avec d'autres programmes multi-acteurs ;
- Produire de la connaissance pour orienter les politiques en matière de recherche et d'innovation.

● Membres et partenaires :

DeSIRA a été initiée⁵ par ses principaux membres que sont la Commission européenne, la France et la Fondation Bill et Melinda Gates⁶. Mais difficile d'en savoir plus. Les pages relatives à l'initiative DeSIRA font mention d'« autres Etats » sans qu'aucune liste précise n'existe à ce jour.

Le site de DeSIRA évoque par ailleurs la nécessité de s'associer à d'autres acteurs : agriculteurs, organisations paysannes, communautés locales, ONG, secteur privé et secteur public, sans toujours préciser quels acteurs sont partenaires de l'initiative et à quel niveau. On peut citer toutefois :

- les acteurs « clés » consultés tout au long du processus, notamment pour l'identification des projets : délégations européennes, Etats Membres, CAADP⁷, GFAR⁸ et TAP⁹, le FIDA¹⁰, la FAO¹¹, et la Fondation Bill et Melinda Gates (FBMG).
- Et que d'autres collaborations et concertations multi-acteurs sont également prévues¹²

● Gouvernance, financement et redevabilité :

La **gouvernance** de DeSIRA est présentée comme structurée autour de trois mécanismes :

- La « **Plateforme** » regroupant les Etats membres de l'Union Européenne et des « partenaires clés » de l'initiative destinée à « partager des informations et orienter DeSIRA » qui se réunit deux fois par an
- Un « **comité consultatif technique** » (technical advisory board) en charge du suivi-évaluation ;
- Des « **concertations régulières** » avec les partenaires soutenus par DeSIRA.

Au-delà de ces éléments succincts, aucune information n'est disponible concernant la composition de ces espaces, leurs rôles, leurs mécanismes de responsabilité et de fonctionnement. Aucun compte rendu de réunion n'est disponible.

Concernant **les financements**, ils sont présentés comme suit : « *dans le cadre de DeSIRA, des programmes seront lancés à hauteur de 650 millions de dollars sur 2018-2020* ». Cette enveloppe se divise entre l'Union européenne et ses Etats membres (environ 300 millions d'euros) et la Fondation Bill et Melinda Gates (315 millions de dollars). Le Président Emmanuel Macron annonçait même dans son discours de clôture du premier One Planet Summit¹³ la volonté de compléter ces financements afin de les porter à 1 milliard avec un engagement particulier de la France.

Pour l'année 2018, un premier volet d'action a été mis en place avec un investissement inaugural de 94 millions d'euros par la Commission européenne et de 6 millions par les pays membres (dont 5 millions de la France¹⁴, via l'AFD¹⁵), un soutien spécifique à la réforme du CGIAR et à la FAO, à hauteur de 40 millions d'euros, et une contribution de la FBMG à hauteur de 50 millions¹⁶. Enfin, trois projets conjoints entre l'Union européenne, ses Etats membres et la FBMG ont été annoncés.¹⁷

b) Les zones d'ombre : gouvernance, redevabilité et financements

Avant la sortie du site internet dédié à l'initiative DeSIRA en mai 2020, très peu d'informations étaient disponibles. Si le site fournit désormais quelques données, notamment des fiches projets, les informations disponibles sont largement insuffisantes pour assurer la transparence de l'initiative et savoir ce qu'elle finance précisément.

● Qui sont les acteurs impliqués ?

À son lancement en décembre 2017, DeSIRA est présentée comme une initiative initiée par la FBMG, la Commission Européenne et d'autres pays dont la France¹⁸. L'implication « d'acteurs clés », sans propo-

ser de liste des acteurs en question ni préciser leur rôle, questionne quant aux membres effectifs de l'initiative. L'implication dans la gouvernance d'Etats ou d'acteurs venant d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie qui sont justement les continents ciblés par l'initiative n'est même pas vérifiable. Enfin, la société civile et les organisations paysannes semblent être totalement absentes.

L'Agence Française de Développement (AFD) soutient ce programme à hauteur de 5 millions d'euros¹⁹. Pourtant, cet investissement n'apparaît pas sur la page dédiée sur son site à son investissement dans les initiatives lancées par le One Planet Summit²⁰.

- **Comment et par qui sont sélectionnés les projets ?**

D'après le site internet, l'identification des projets revient aux délégations européennes ou aux Etats Membres, via un mécanisme d'appel à expression d'intérêt. Il n'est toutefois pas précisé quels sont les critères de sélection des projets, ni si les principaux concernés, à savoir les acteurs africains, latino-américains et asiatiques, peuvent également proposer des projets.

- **Quels sont les mécanismes de suivi-évaluation mis en place ?**

La plateforme, qui ne se réunit que deux fois par an, est le seul organe de gouvernance mis en place à ce jour. Elle consiste à orienter DeSIRA et échanger de l'information plutôt qu'à assurer le suivi et l'évaluation des projets financés. Ce travail reviendrait au **comité consultatif technique qui, selon le site de l'initiative, reste « à mettre en place »**²¹ ... sans plus de détail ! Sachant que l'initiative est prévue sur 2018/2020, que plusieurs centaines de millions d'euros ont d'ores et déjà été décaissés et que certains projets arrivent à terme, il est interpellant de voir que ce mécanisme de redevabilité n'existe toujours pas. Comment les membres de l'initiative peuvent-ils alors s'assurer que les financements sont correctement alloués, ainsi qu'évaluer leurs impacts ?

- **Quelles sont les informations disponibles concernant l'implication de la FBMG et les projets qu'elle finance ?**

Aucune information sur l'implication et l'investissement de la Fondation Bill et Melinda Gates n'est disponible sur le site de DeSIRA, ni sur le site de la fondation elle-même : difficile d'être moins transparent !

On trouve des traces de la participation de la FBMG sur d'autres sites, avec des formulations plus ou moins floues :

- « L'initiative DeSIRA est portée par la DG Devco de l'Union européenne et **s'articule avec** la Fondation Bill & Melinda Gates²² »

- « L'initiative DeSIRA financée par l'Union Européenne (UE), **en contrepartie de financements** de la Fondation Bill & Melinda Gates²³ »

La FBMG étant à l'origine de l'initiative et considérée comme un partenaire clé, elle serait membre de la Plateforme et ainsi consultée au même titre que la Commission et les Etats membres, notamment sur les orientations de l'initiative. Elle participerait ainsi à la gouvernance de l'initiative.

Sur les projets portés par la FBMG dans le cadre de DeSIRA, difficile d'en savoir plus. Le site dédié à l'initiative mentionne uniquement les financements européens, via les instruments de la coopération au développement, pour un montant de 300 millions. Les projets financés par la FBMG ne sont-ils pas labellisés DeSIRA ? Rien non plus sur les projets conjoints entre la Commission et la fondation, pourtant annoncés à plusieurs reprises²⁴.

Pourquoi créer une initiative multi-acteurs si ses membres n'assument pas l'ensemble des projets soutenus ? D'autant plus quand cela concerne un acteur amenant tout de même la moitié de l'enveloppe globale. Finalement, DeSIRA financerait une multiplicité de projets, sur fonds européens et/ou de la Fondation, sans *reporting* précis. Le statut informel d'initiative, plutôt que la création d'un fond fiduciaire, permet de conserver ce flou.

UNE INITIATIVE AGRICULTURE ET RECHERCHE DU NORD POUR LES PAYS DU SUD

S'il y a effectivement un enjeu à soutenir la recherche dans les pays du Sud, et notamment dans le domaine de l'agriculture, ce soutien doit répondre à certaines exigences :

- **Un ancrage fort dans les savoirs locaux, plutôt qu'un soutien top-down du Nord.**

La Commission européenne présente DeSIRA comme une initiative de promotion de la recherche et de l'innovation dans les pays du Sud, en insistant sur l'importance de la formation des chercheurs. Son narratif évoque la nécessité d'une recherche « down-to-top » plutôt qu'un transfert de technologies et de savoirs « top-down ».

Pourtant, les projets de recherche semblent émaner de l'UE, de ses Etats membres et de la FBMG, plutôt que des principaux concernés : les agriculteurs et chercheurs d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie. La conception, le financement et la co-conduite des projets par des acteurs issus majoritairement du Nord pose la question de leur légitimité à orienter la recherche et influencer les politiques dans les pays du Sud. Le risque d'appropriation de savoirs locaux, ou d'imposition d'une vision du « progrès » émanant des acteurs des pays du Nord et déconnectée des enjeux locaux n'est pas négligeable.

- **Une recherche publique, plutôt que la captation par le secteur privé**

De nombreux acteurs privés sont associés à DeSIRA, via les coalitions et programmes de recherche multi-acteurs financés et des consultations régulières organisées (voir 1. c). On peut légitimement se demander quels sont leurs intérêts à participer, d'autant plus que l'on observe depuis plusieurs années une pression croissante de ces acteurs pour capter de nouveaux marchés, en particulier pour les semences et la recherche en Afrique²⁵.

- **Programme One Planet Fellowship²⁶ :**

La formation des chercheurs des pays du Sud fait l'objet d'un programme à part entière : le One Planet Fellowship. Ce programme de formation scientifique des jeunes chercheurs africains par des mentors européens est financé à hauteur de 20 millions de dollars par la FBMG, la Fondation BNP Paribas et Agropolis, avec un financement complémentaire de 3 millions d'euros de la DG DEVCO²⁷. Selon que la formation des chercheurs et le conseil aux agriculteurs soient assurés par des organismes de recherche publique ou par le secteur privé, qui ne peut défendre qu'un modèle dont il bénéficie, les prestations ne seront pas les mêmes.

c) Partenaires et collaborations : la nébuleuse

De nombreux partenaires et alliances multi-acteurs sont cités, de façon non exhaustive et sans que leur implication et leur rôle ne soient clairement définis.

Plusieurs coalitions multi-acteurs dont la vision et les activités ne semblent pas cohérents avec un changement de paradigme vers des systèmes agroécologiques, éthiques et résilients, interpellent, notamment :

- **Le GFAR²⁸ :**

Le Forum mondial pour la recherche agricole est une initiative multi-acteurs qui regroupe 600 partenaires au sein de réseaux d'actions dans la recherche et l'innovation agri-alim, dont Croplife et Euroseeds (organe de représentation des semenciers européens, dont les acteurs des biotechnologies).

- **Le CGIAR²⁹ :**

Le CGIAR est un réseau de 15 centres de recherches sur le développement adossé à un réseau de 3000 partenaires (gouvernements, institutions académiques, organes politiques internationaux, secteur privé et ONGs). La FBMG est le 2^e contributeur financier du CGIAR, à hauteur de 793 millions de dollar (soit 16% du budget total du fond d'investissement)³⁰ et dispose ainsi d'une place de choix au sein du « CGIAR System Council », un organe stratégique de prise de décision.

- **AIRCA³¹**

L'Association des centres internationaux de recherche et développement pour l'agriculture qui a un budget de 200 millions de dollars, comprend 7 membres, dont le centre international de développement des fertilisants³² (IFDC). Ce dernier est un partenaire de l'association internationale et ouest-africaine des producteurs d'engrais (IFA et Wafa), de l'AFAP (African Fertilizers and Business Partnership), et d'AGRA.

- **CORAF³³**

La conférence des responsables africains et français de la recherche agronomique a pour objectif de « contribuer à la transformation de l'industrie agricole grâce à l'utilisation acharnée de la science, des technologies et des innovations »³⁴ parmi lesquelles on retrouve notamment des programmes d'hybridation du riz³⁵.

Finalement, lorsque l'on analyse la gouvernance de DeSIRA, ses mécanismes de redevabilité, ses membres, ses partenaires et ses financements, le manque d'information et de transparence est récurrent. **Cette nébuleuse illustre un phénomène observé plus globalement dans les coalitions multi-acteurs.** Sur les 321 coalitions étudiées par le RAC dans son état des lieux, 46 % des coalitions communiquent une gouvernance insuffisante, 19 % n'en mentionnent aucune. 68 % ne donnent aucune information sur leur potentiel système de suivi ou d'évaluation³⁶.

Quelle vision des enjeux agriculture & climat soutient DeSIRA ?

A. Côté Union Européenne, pas de vision commune du modèle agricole à promouvoir

a) Des termes flous et l'absence de garde-fous

L'absence d'une définition claire de la transition agricole souhaitée amène **différentes visions des systèmes agricoles à cohabiter au sein de DeSIRA**, celles-ci n'étant pas nécessairement compatibles entre-elles, ou avec les enjeux climatiques et de souveraineté alimentaire.

Plusieurs termes sont évoqués pêle-mêle : **l'agroécologie**, mentionnée dans le premier pilier de l'initiative, « l'agriculture durable et la sécurité alimentaire et nutritionnelle (FNSSA) », le soutien à des systèmes « productifs, inclusifs et sensibles au climat », **l'agriculture de précision**³⁷ ou encore les « innovations intelligentes face au climat »³⁸ (une déclinaison de l'agriculture intelligente face au climat ou « **Climate-Smart Agriculture** » promue par les acteurs de l'agrobusiness).

Le terme « **innovation** » est quant à lui évoqué à 21 reprises sur la page de présentation, sans qu'une définition ou des exemples ne soient proposés. Certains éléments de langage, comme mettre « plus de science » dans le développement, rappellent le recours aux termes « science-based » et « sound science » du secteur privé pour décrédibiliser les alternatives et les autres formes de savoirs : empiriques, indigènes, traditionnels, etc.³⁹ La science institutionnelle est ainsi érigée comme référence et l'innovation comme unique solution, au détriment d'autres modes de pensée et de la richesse des pratiques agronomiques existantes.

Sans cadre clair pour définir les types de systèmes agricoles à encourager, ni critères d'exclusion, on retrouve dans DeSIRA une **multiplicité de thématiques et de projets sans qu'une cohérence entre eux puisse être assurée**.

Ce flou dans l'approche se retrouve également dans la communication de l'initiative. Par exemple, la 1ère newsletter DeSIRA mentionne une série de thématiques contradictoires :

- D'un côté l'agroécologie, l'agroforesterie, des systèmes de cultures diversifiés et une gestion durable des ressources (y compris l'eau, l'énergie et la forêt) ;

- De l'autre, le travail sur la génétique, les maladies et les ravageurs (qui peut, faute de précision, recouvrir notamment les OGM et les pesticides de synthèse) et l'intensification durable (qui consiste à maximiser les rendements sur les terres déjà cultivées en recourant aux engrais, pesticides et biotechnologies⁴⁰). Des orientations qui s'attachent à l'augmentation des rendements sans tenir compte d'une cause majeure de l'insécurité alimentaire : la pauvreté. Or le maintien d'une dépendance aux fabricants de pesticides, d'engrais et de biotechnologies ne fait que renforcer l'endettement des agriculteurs, tout en aggravant de nombreux problèmes environnementaux (épuisement des sols, émissions de gaz à effet de serre, érosion de la biodiversité, etc.)

Le site du One Planet Summit mêle pour sa part « agroécologie, amélioration génétique et bioénergie »

Face à **l'absence de définition commune des systèmes agricoles et alimentaires encouragés et sans critères d'inclusion ou d'exclusion**, le risque de financer des projets incompatibles avec l'agroécologie⁴¹ et les enjeux climatiques est important. DeSIRA pourrait ainsi concourir à renforcer un système agricole qui favorise la dépendance des agriculteurs envers des firmes d'intrants (aux semences « améliorées », engrais, pesticides, technologies et numérique).

b) Exemples de projets qui laissent planer le doute

Les technologies et innovations promues par DeSIRA sont rarement définies ou accompagnées d'exemples. Plusieurs projets laissent planer le doute quant aux innovations et aux technologies encouragées, et interrogent notamment sur la place des OGM dans cette initiative :

● Innovations intelligentes face au climat - Malawi

Ce projet consiste à améliorer de la productivité, la rentabilité, et durabilité de l'agriculture et des systèmes alimentaires au Malawi grâce à la recherche multidis-

ciplinaire⁴² et à l'identification des « conditions nécessaires pour une adoption accrue de la technologie ». Les technologies comprennent des innovations « déjà disponibles au Malawi » ou qui se sont « avérées efficaces en station expérimentale ou dans d'autres pays », sans qu'aucun exemple ne soit donné.

Le demandeur et le principal responsable de la mise en œuvre est le CIP (Centre international de la pomme de terre⁴³), un acteur privé dont l'activité principale est l'amélioration génétique des semences de pommes de terre pour créer des variétés à maturité rapide, biofortifiées et « préférées sur les marchés ». Le CIP développe notamment des variétés de pommes de terre OGM résistantes à certaines maladies⁴⁴.

● Projet biorisque⁴⁵ - Afrique de l'Ouest

Ce projet vise l'augmentation de la production, la stabilité des rendements et des revenus des principales cultures vivrières et fruitières grâce à une meilleure gestion des risques biologiques. Des activités de plaidoyer « pour l'élaboration de politiques adaptées à la gestion des biorisques et de réglementations harmonisées applicables à tous les pays d'Afrique de l'Ouest » sont prévues, mais les organisations paysannes semblent absentes.

Là aussi, pas de précision quant aux « expérimentations et évaluations de technologies et innovations menées », mais la présence d'un partenaire orienté vers les biotechnologies, le Programme Epidémiologie virale Ouest Africaine (WAVE)⁴⁶, laisse imaginer que les alternatives agroécologiques comme les semences paysannes reproductibles ou les préparations naturelles de protection des plantes ne seront pas explorées en priorité.

● Projet manioc - Afrique de l'Ouest⁴⁷ :

Le projet, qui consiste à favoriser les réseaux ouest-africains de sélection de semences, est appuyé par l'IBP (Plateforme d'hybridation intégrée) sur trois volets : déploiement de son produit phare, BMS Pro, un logiciel de gestion de données sur les processus d'amélioration des plantes, la modernisation des programmes de sélection et l'élaboration d'une base de connaissances en ligne pour connecter les sélectionneurs aux autres acteurs de la chaîne (semenciers et communautés agricoles). Autrement dit, l'IBP profite des financements DeSIRA pour promouvoir son logiciel et mettre en place des liens de plus en plus directs entre secteur privé (ici, les semenciers) et agriculteurs.

On retrouve aussi des projets mentionnant l'adoption de « breeding climate-smart varieties » au Burkina, ou qui visent à « permettre au cacao de rester compétitif sur le marché européen » sans qu'il soit précisé de quel type de semence (paysannes, hybrides, OGM) il s'agit.

B. Côté FBMG, l'agriculture industrielle et la technologie à tout prix

a) Transparence et redevabilité : la FBMG ne rend de comptes qu'à elle-même

La FBMG co-finance à hauteur de 300 millions d'euros l'initiative DeSIRA, et s'investit dans plusieurs projets, dont :

- « Phyto-surveillance » en Afrique de l'ouest : développement de technologies de détection des bio-agresseurs et pesticides

- « Modernisation des systèmes semenciers » au Sahel : privatisation renforcée de la production de semences

- Le « One Planet Fellowship », un projet de formation des chercheurs africains qui risque d'être largement orienté vers les recherches en biotechnologies, pesticides et engrais chimiques, plutôt que vers l'agroécologie.

Étrange constat : au-delà de ces quelques lignes, **on ne trouve aucune information concernant la participation et le co-financement de la FBMG sur le site officiel de DeSIRA, ni sur celui de la FBMG elle-même !** Alors que la fondation est présentée comme à l'initiative, membre et partenaire clé dès le lancement, impossible de savoir quels projets sont financés et valorisés dans le cadre de DeSIRA, ce qui représente près de 300 millions d'euros d'après son engagement !

Ce manque criant de transparence dans le cadre d'une initiative multi-acteurs de cette ampleur, reposant à moitié sur des financements publics et à moitié sur ceux d'une fondation, pose question. D'abord, parce qu'il invisibilise l'influence de la FBMG dans l'orientation des systèmes agricoles promus, ensuite parce que la FBMG n'est redevable que d'elle-même en l'absence d'un cadre de redevabilité clair imposé par DeSIRA.

b) La vision du développement agricole soutenue par la Fondation Bill et Melinda Gates :

À l'inverse des éléments de langage de DeSIRA, la rhétorique de la Fondation Bill et Melinda Gates concernant l'agriculture et le développement laisse peu de place au doute. **L'innovation technologique est invoquée comme unique solution face à la crise climatique et à celle de la faim.**

Selon la FBMG, seules les biotechnologies, les OGM et les technologies numériques associées au big data peuvent permettre aux « petits agriculteurs » d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine d'augmenter leurs rendements et d'améliorer la résilience de leurs systèmes.

Pourtant, le modèle encouragé n'est qu'un prolongement de la « révolution verte » comme la si bien nommée « alliance pour la révolution verte en Afrique » (AGRA) initiée par la Fondation en 2008 : maintien voire aggravation d'une dépendance aux intrants, technologies et services proposés par l'agrobusiness, avec pour conséquence l'endettement des agriculteurs, la réduction de la biodiversité cultivée et le renforcement de process industriels polluants (agro-alimentaire, agro-carburant, alimentation animale, etc.).

L'absence de prise en compte des enjeux sociaux, des dimensions agronomiques et écologiques pourrait expliquer, en partie, pourquoi la FBMG ne saisit pas la complexité des problématiques en lien avec l'agriculture et le changement climatique. Elle considère, à tort, que la technologie et l'augmentation des rendements sont une réponse au problème de la faim, en faisant complètement l'impasse sur le coût économique, mais aussi social et environnemental, de ces technologies.

L'orientation de la FBMG vers l'ouverture des marchés au secteur des biotechnologies pourrait également s'expliquer par **les intérêts privés que Bill Gates soutient en parallèle**, via la Fondation, principal bailleur de fonds dans le soutien de la recherche OGM⁴⁸ et via son Trust. On trouve entre autres⁴⁹ :

- 7 millions de dollars + 20 millions de dollars pour AgBiome, une start-up qui développe des OGM et des pesticides en Afrique, dans laquelle investissent également Monsanto et Syngenta⁵⁰,
- 70 millions de dollars pour Pivot Bio, une start-up qui développe des biotechnologies à partir de micro-organismes capteurs d'azote, dans laquelle Monsanto Growth Ventures investit également⁵¹,
- 14 millions de dollars pour Renmatix, une compagnie qui fabrique des agro-carburants à partir de biomasse, au détriment de cultures alimentaires⁵²,
- Un investissement annuel d'environ 23 millions de dollars en parts chez Monsanto en 2010.

La FBMG facilite ainsi l'ouverture de marchés difficiles d'accès au secteur privé, dans lequel elle investit pour réaliser un profit considérable en retour⁵³. Pour soutenir ces investissements, la FBMG effectue un lobbying intense auprès des gouvernements afin qu'ils encouragent ce modèle, le subventionnent massivement, et durcissent les réglementations pour permettre le développement des biotechnologies et des OGM, et marginaliser les alternatives^{54, 55}.

Les orientations de la FBMG sont incompatibles avec les engagements de la France et de l'UE en matière d'agroécologie et de développement, en particulier avec la loi française pour le Développement et la Solidarité Internationale⁵⁶ de 2014 (LOP-DSI), la stratégie sécurité alimentaire, nutrition et agriculture durable France adoptée en 2019⁵⁷, ou encore les recomman-

datons du Parlement européen⁵⁸. En s'associant à cet acteur et en déclarant le lancement de projets conjoints, sans mise en place de garde-fous et de mécanismes de suivi, il y a de forts risques que les projets en question alimentent la vision soutenue par la FBMG.

La mariage d'une initiative qui manque d'un cadre de définition robuste, avec la FBMG dont la vision pour les systèmes agricoles de demain est claire, risque de se solder par une orientation de DeSIRA vers l'agenda de la Fondation, avec un développement massif de biotechnologies coûteuses au détriment des agriculteurs et de la société, qui supporteront les externalités négatives de ces technologies, de l'environnement et du climat.

AU-DELA DU MODÈLE AGRICOLE, LA FBMG EN QUESTION

La Fondation Bill & Melinda Gates en chiffres

100 milliards de dollars

c'est plus que ce que la richesse de 45 des 48 pays d'Afrique sub-saharienne, et c'est la fortune de Bill Gates, l'un des plus gros philanthropes de l'Histoire qui crée la FBMG en 2000 pour lutter contre la pauvreté et renforcer la santé et l'éducation.

50 milliards de dollars

c'est le budget de la FBMG, soit 10 fois plus que celui de l'OMS.

5%

c'est la part de ce budget qui est allouée aux dons. Le reste est investi dans un trust⁵⁹, dont les dividendes alimentent la fondation. Ce trust investit dans 35 des 200 multinationales les plus émettrices de GES (dont Total), dans les OGM (Monsanto) et dans l'agroalimentaire (Coca-Cola, Mc Donald's).

4,5 milliards de dollars par an

c'est le budget de la FBMG, qui en fait un des plus gros bailleurs dans les pays en développement, lui permet de privatiser l'aide au développement et de l'aligner avec ses intérêts privés.

Le modus operandi

La FBMG fonctionne selon le schéma suivant : 1) proposer une solution technologique à un problème, 2) financer le développement de cette technologie via des start-up ou des organismes de recherche et 3) commercialiser cette technologie pour en tirer des profits⁶⁰. Le conflit d'intérêt est poussé à son paroxysme lorsqu'une multinationale est bénéficiaire à la fois de la Fondation et du Trust⁶¹.

La stratégie de communication

Les mots « inclusion » ou « démocratisation » renvoient plutôt à une forme « d'imposition » d'un modèle qui présente les innovations technologiques comme inévitables, et invisibilise les alternatives dans l'imaginaire collectif et le débat public. Cette « colonisation par les idées » cache un décalage entre l'image que se donne la Fondation et la réalité, par exemple :

- La FBMG prétend soutenir l'Afrique, mais aide majoritairement les ONG dont le siège est aux Etats-Unis, seuls 5% de l'argent donné arrive sur place⁶²
 - La FBMG dit cibler les personnes les plus démunies, comme les petits agriculteurs, mais finance la création de nouveaux marchés pour les multinationales qui les maintiennent dans la pauvreté
-

Les coalitions multi-acteurs : un frein majeur au changement de paradigme

DeSIRA s'insère dans la continuité d'une série d'initiatives multi-acteurs sur l'agriculture et le climat qui présentent les mêmes caractéristiques : Ag One, AGRA (Afrique), NASAN, GACSA... Souvent basées sur des appels à participation, ces coalitions multi-acteurs offrent un espace supplémentaire au secteur privé pour promouvoir ses intérêts, tout en bénéficiant de la caution et des soutiens politiques et financiers du secteur public.

Pire, **la faiblesse de la gouvernance, les lacunes en termes de suivi et de redevabilité, l'absence de critères d'exclusion** (de pratiques, d'acteurs) ne peuvent pas faire de ces coalitions multi-acteurs des espaces d'impulsion de projets réellement alignés avec un objectif de changement de paradigme. Pour certains, elles permettent de valoriser des projets d'ores et déjà prévus, pour d'autres, elles sont un réel cheval de Troie pour influencer le développement rural des pays en développement, s'ouvrir des marchés et imposer leurs « solutions ».

a) L'influence du secteur privé au sein des alliances multi-acteurs

● Lobbying et manque de transparence...

Les initiatives et coalitions multi-acteurs regroupent de nombreuses associations parapluie qui regroupent à leur tour les représentants de l'agro-business, en particulier le secteur des engrais, des pesticides et des semences, avec une arrivée massive des biotechnologies et technologies numériques. La multiplication des espaces multi-acteurs et des partenariats qui regroupent *in fine* les mêmes acteurs rend le tout particulièrement opaque et limite les possibilités de suivi pour le secteur public et la société civile, d'autant plus lorsque **les acteurs du secteur privé se fondent dans la masse et se regroupent sous des étiquettes trompeuses telle que « association », « non-profit organization » ou encore « institut »**⁶³.

Ainsi, par exemple, la Fondation Bill et Melinda Gates a créé en janvier 2020 la « **Gates Ag one** », présentée comme une organisation à but non lucratif. Cette initiative s'appuie sur la même rhétorique que DeSIRA : apporter des innovations scientifiques et technologiques aux petits agriculteurs, dont les rendements sont menacés par les effets du changement climatique. L'objectif est clairement défini : accélérer l'introduction

de nouvelles technologies, comme des « semences résilientes et à hauts rendements », via des investissements dans les partenariats public-privé. On retrouve à cet effet de nombreuses alliances avec le secteur de l'agro-chimie, comme pour Ag Tech (la version latino-américaine de Ag One), dont Bayer, Corteva et Syngenta (trois des cinq plus grosses multinationales des semences et des pesticides).

On finit par retrouver les mêmes acteurs dans les mêmes espaces politiques, les liens entre gouvernements et représentants de l'agro-business sont très étroits, renforçant la capacité d'influence de ces derniers, en l'absence de dispositifs de transparence suffisamment robustes. Cela leur permet ainsi de pousser à la mise en place d'« environnement favorable » c'est-à-dire la mise en place de régulations destinées à faciliter les investissements des grands acteurs privés impliqués⁶⁴.

La **Nouvelle Alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition**, lancée en 2012 par le G8 en a été un bon exemple⁶⁵. Réunissant les Etats membres du G8, 10 Etats africains et une centaine d'acteurs privés, cette initiative se destinait à sortir 50 millions d'africains de la pauvreté. Mais c'est aux multinationales – comme Monsanto ou Cargill – qu'elle a offert un plateau d'argent, les Etats africains s'engageant à la mise en place d'un environnement favorable dans 3 secteurs clés : foncier, fiscalité et semences. Dans les années qui ont suivi le lancement, plusieurs pays ont ainsi passé des législations assurant une défiscalisation totale, facilitant l'accès à des terres ou encore des mesures permettant l'introduction des cultures OGM. Les entreprises impliquées ont donc alors pleinement profité de ces dispositions, ainsi que des financements lourds sur des infrastructures pris en charge par les Etats du G8.... Et sans avoir à rendre de compte sur leurs propres projets, la redevabilité du secteur privé se faisant sur base volontaire et en auto déclaration ! Face à ces nombreuses limites et aux conséquences désastreuses de l'initiative pour les populations locales, la France a fait le choix de quitter la NASAN en février 2018⁶⁶.

● ... Avec pour conséquence un greenwashing plutôt qu'un changement de modèle :

L'influence des acteurs du secteur privé, l'absence d'orientations claires et de garde-fous et la difficulté d'accéder à des rapports d'évaluation (quand ils existent), engendrent un décalage entre les objectifs communiqués et ce qui est mis en œuvre en réalité.

Au mieux, ce décalage se traduit par la transformation des coalitions en outils de communication massif, au profit de ses membres, sans qu'aucun engagement ne soit respecté. Le temps du programme (3 ans seulement pour DeSIRA) est souvent trop court pour assurer qu'il permette vraiment l'impulsion de nouveaux projets et de changement. A l'inverse, les acteurs arrivent avec des projets déjà prévus, auquel on accolera simplement le tampon de l'initiative.

En soutenant le greenwashing de l'agro-business, ces coalitions financent le **renforcement d'un modèle à l'origine des problèmes qu'elles prétendent combattre**⁶⁷. Au lieu de bénéficier aux pays du Sud, les financements alimentent les intérêts des acteurs privés. Dans le secteur des biotechnologies et du numérique, ces derniers souhaitent imposer l'agriculture de précision, ou encore l'agriculture intelligente face au climat comme voie privilégiée du changement. Ils mettent en avant une image de « sauveur » des petits agriculteurs alors qu'il n'en est rien ! Ces approches sont en totale contradiction avec les engagements avancés (comme l'Accord de Paris) et avec les enjeux de protection de l'environnement et de respect des droits humains.

b) Renforcement du modèle agro-industriel et invisibilisation des alternatives

Les coalitions multi-acteurs sur agriculture et climat ont déjà montré leurs limites à encourager un changement de paradigme vers des systèmes agroécologiques et équitables, sans que les leçons n'aient été tirées des échecs passés.

L'initiative « **Alliance pour la révolution verte en Afrique** » (AGRA) est un cas d'école quand il s'agit de rendre compte des impacts dévastateurs de certaines coalitions multi-acteurs, et de la vision du développement agricole qu'elles imposent. Elle est d'autant plus éclairante, à l'heure d'étudier l'initiative DeSIRA, qu'elle émane d'un de ses initiateurs : la fondation Bill et Melinda Gates.

Créé en 2008, ce programme financé aux 2/3 par la FBMG avait pour objectif de relancer la révolution verte en Afrique. Il a principalement consisté à promouvoir le package « semences hybrides, engrais et pesticides » pour augmenter les rendements des cultures. En l'absence de reporting public et d'évaluation, malgré un financement considérable, l'IATP a conduit son propre bilan⁶⁸ :

- Plutôt que toucher les petits agriculteurs, AGRA a ciblé les élites politiques locales et les agriculteurs « moyens » : principalement des hommes possédants de grandes exploitations.
- Plutôt qu'augmenter les rendements dans les pays ciblés, ce sont les surfaces cultivées qui ont augmenté, au détriment d'autres cultures.

Cela a conduit à la perte de biodiversité cultivée, de résilience des systèmes et de qualité nutritionnelle de la nourriture.

- Plutôt qu'augmenter les revenus des agriculteurs et réduire les problèmes de faim, il y a eu une augmentation de 30% de la population en grave insécurité alimentaire sur la durée du programme au sein des 13 pays ciblés.

- Des abus ont été constatés, comme par exemple au Rwanda où les agriculteurs écopaient d'une amende s'ils refusaient de planter les semences promues par AGRA, et étaient contraints d'utiliser des engrais chimiques lourdement subventionnés.

- Bien qu'AGRA cible l'Afrique, près de la moitié du budget finance des organisations basées aux Etats-Unis. Les gouvernements africains ont quant à eux contribué à hauteur d'un milliard de dollars par an.

Dix ans après son lancement, l'agriculture industrielle s'est diffusée à 10 nouveaux pays d'Afrique, sans augmentation des rendements ni résolution des problèmes de faim et de pauvreté, toujours d'actualité, voire renforcés. **L'approche top-down et technocratique et les rapports de forces extrêmement déséquilibrés avec les agriculteurs s'est soldée par un échec cuisant.**

Dans la pratique, comme l'ont illustré les cas d'AGRA ou de la NASAN, l'influence des acteurs privés contribue à renforcer un système agro-industriel qui a déjà montré ses limites. Non seulement ces coalitions renforcent la dépendance des pays du Sud aux multinationales occidentales, ce qui pose une vraie question éthique, mais elles contribuent par ailleurs à **invisibiliser les alternatives** dans le débat public et l'imaginaire collectif, et ne contribuent pas à leur financement, les empêchant de se développer. On assiste ainsi à un glissement, où le digital et les biotechnologies sont synonymes de progrès et d'efficacité, tandis que les alternatives agroécologiques sont considérées comme des pratiques hasardeuses ou rétrogrades.

Freiner les alternatives et renforcer les systèmes agricoles et alimentaires inefficaces (sauf du point de vue des intérêts économiques privés), telle est la face cachée de nombreuses coalitions multi-acteurs agriculture et climat.

L'AGROÉCOLOGIE COMME ALTERNATIVE POUR UN RÉEL CHANGEMENT DE PARADIGME

L'Agroécologie paysanne et solidaire est une approche globale de l'agriculture qui vise à favoriser l'émergence de systèmes agricoles et alimentaires équitables, et à gérer de façon juste et responsable les biens communs. Elle promeut des agricultures diversifiées sans intrants de synthèse, des systèmes alimentaires diversifiés dans une perspective de souveraineté alimentaire, des politiques publiques et une régulation de l'économie mondiale⁶⁹. L'agroécologie est citée par le GIEC dans son rapport Climate change and Land⁷⁰, et par l'IPBES dans son rapport Evaluation mondiale de la biodiversité et des services écosystémiques⁷¹ comme une solution incontournable pour atténuer le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité.

Un rapport récent du Panel d'Experts de Haut Niveau du Comité sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) évoque l'urgence de sortir du modèle de la révolution verte, au profit d'une transformation profonde des systèmes agricoles et alimentaires. Il soutient notamment l'importance de l'agroécologie, comme un soutien à la diversification et la résilience des systèmes de production, incluant la polyculture-élevage, les cultures et l'agroforesterie qui préservent et améliorent la biodiversité, ainsi que les ressources naturelles⁷².

c) Déni de démocratie, inégalités renforcées

● Sur-représentations des puissants et justice sociale :

La participation des fondations et du secteur privé aux coalitions multi-acteurs, en les plaçant sur un pied d'égalité avec d'autres membres (institutionnels, société civile lorsque qu'elle y trouve une place), masque un **rapport de force inégal entre l'ensemble des parties prenantes** : on ne peut prétendre sérieusement que la FBMG et une organisation paysanne africaine auront la même influence au sein des instances de gouvernance (lorsque celles-ci existent). Il est également facile d'imaginer l'influence qu'un acteur comme la FBMG peut avoir vis-à-vis des Etats compte tenu de son poids financier qui représente bien plus que le budget agricole de nombreux pays !

Les mécanismes de philanthropie et de co-financements amplifient les capacités d'influence des puissances économiques sur le débat public et l'action publique, en court-circuitant le chaînon démocratique. A l'inverse, la sous-représentation de la société civile, des communautés locales et des agriculteurs⁷³ pose question. À quoi est dû ce manque d'inclusion ? Ces acteurs sont-ils invités à participer ? Comment répondre aux besoins des populations si elles ne sont pas invitées à s'exprimer ?

● Accaparement de l'espace politique :

Le temps et les moyens (humains, financiers) des acteurs (en particulier les Etats et la société civile) sont des ressources limitées : la multiplication des coalitions multi-acteurs peut ainsi affaiblir les espaces internationaux qui traitent déjà ces questions. Les ministres de l'agriculture pourront par exemple être amenés à choisir entre un déplacement au One Planet Summit ou un déplacement au Comité sur la Sécurité Alimentaire mondiale ou aux négociations organisées dans le cadre de la Convention des Nations Unies sur le changement climatique.

Dans les coalitions multi-acteurs, le **principe du « qui veut vient » se transforme en « qui peut vient »** : les premiers concernés n'ont souvent pas les moyens de s'y investir, ou risquent de le faire au détriment des espaces onusiens.

● Accaparement de l'argent public :

Le secteur public contribue largement au financement des coalitions multi-acteurs : la France et l'UE contribuant parfois jusqu'à 90% du budget total⁷⁴ (300 millions d'euros dans le cas de DeSIRA). Sans que la société civile ne dispose de voix dans ce processus, ni d'information sur les résultats de l'initiative, ce soutien public considérable profite notamment au secteur privé.

Recommandations

Loin d'impulser un réel changement de paradigme comme le préconisent les experts⁷⁵, l'initiative DeSIRA pose aujourd'hui de nombreuses questions compte tenu des défaillances notées sur sa gouvernance, son manque de transparence et l'absence de vision claire et définie des objectifs poursuivis contribuant à se questionner sur les projets soutenus. DeSIRA semble ainsi être un espace de mise en avant et de communication de certains acteurs sur la scène internationale – comme en témoigne son lancement en décembre 2017 – et dont les retombées concrètes vont avant tout servir les intérêts des pays du Nord et de la Fondation Bill et Melinda Gates et visent à exporter leur vision techniciste du progrès agricole. Trois ans après son lancement, impossible en tout cas d'évaluer dans quelle mesure elle a pu contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et lutter contre les dérèglements climatiques en Afrique, Asie et en Amérique Latine.

Face à ce constat, il est déterminant que la France agisse à plusieurs niveaux:

● Concernant l'initiative DeSIRA:

- Une définition claire de la transition des systèmes agricoles et alimentaires visée doit être adoptée, assortie de critères d'inclusion et d'exclusion pour les projets. Notamment, en cohérence avec sa politique nationale, **la France doit s'assurer que DeSIRA ne contribue pas au développement des semences génétiquement modifiées ;**
- La transparence des différents organes de gouvernance doit être assurée avec la publication des rapports et notes sur les décisions prises et la communication d'un plan d'action. En particulier, **le comité consultatif technique doit être mis en place avant tout nouvel appel à projet ;**
- **le rôle de l'ensemble des membres, et de la Fondation Bill et Melinda Gates en particulier, doit être clarifié** afin de rendre compte de leur place dans la gouvernance de l'initiative, des projets auxquels ils participent ou valorisent dans le cadre de l'initiative, ainsi que de leurs impacts ;
- **L'ensemble des projets relevant de DeSIRA – c'est-à-dire au-delà de ceux bénéficiant de financements européens – doivent être listés** sur le site de l'initiative en précisant les outils et objectifs fixés.

● Concernant plus largement les coalitions multi-acteurs auxquelles participe la France:

- **chaque coalition doit rendre compte de mécanismes de gouvernance transparents, robustes** et aux rôles et responsabilités clairement définis. L'ensemble des membres d'une coalition doit par ailleurs être rendu public.
- **la mise en place de mécanismes de suivi-évaluation doit être un critère déterminant** pour l'implication de la France. Ces mécanismes doivent par ailleurs rendre compte de l'action portée par l'ensemble des membres de l'initiative, et non uniquement celle des acteurs publics. Ce reporting et l'évaluation devraient être assurés et consolidés par les espaces onusiens concernés.

● Concernant la gouvernance mondiale des enjeux agricoles et alimentaires

- compte tenu de la multiplication de coalitions multi-acteurs sur le sujet ayant par ailleurs montré leur limites voire leurs impacts extrêmement négatifs, les Etats doivent cesser de créer de nouvelles initiatives dont la robustesse n'est pas suffisante⁷⁶. **La France doit prioriser son engagement dans les espaces onusiens les plus pertinents** (comme le CSA ou les COPs) pour limiter le risque de substitution des coalitions multi-acteurs aux Etats et à leurs obligations en matière de climat. Les espaces onusiens sont plus légitimes et représentatifs, car dotés de cadres démocratiques assurant la participation de toutes les parties prenantes, contrairement aux coalitions ad-hoc créées sur la base d'un appel d'intérêt.

Notes de fin

- 1 Dans son entretien au Grand continent en novembre 2020, Emmanuel Macron affirme s'agissant des instruments pour bâtir un nouveau multilatéralisme: "la réponse passe par les coalitions d'acteurs" https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/elysee-module-16570-fr_cle07b47d.pdf
- 2 <https://www.un.org/fr/africa/osaa/pdf/pubs/2013africanagriculturesf.pdf>
- 3 Dossier crise alimentaire du CCFD-Terre Solidaire: <https://ccfd-terresolidaire.org/nos-combats/souverainete/crise-alimentaire-et/>
- 4 Coalitions multi-acteurs: Etat des lieux, Réseau Action Climat, novembre 2020 - https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2020/11/etatdeslieux_coalitions_reseauactionclimat.pdf.pdf
- 5 <https://unfccc.int/fr/news/les-12-engagements-pris-par-les-participants-du-one-planet-summit>
- 6 <https://www.oneplanetsummit.fr/les-coalitions-82/desira-financing-agricultural-research-help-low-income-farmers-adapt-climate>
- 7 Comprehensive Africa Agriculture Development Programme
- 8 Forum mondial sur la recherche agricole
- 9 Plateforme pour l'agriculture tropicale
- 10 Fonds international de développement agricole
- 11 Food and Agriculture Organization
- 12 Avec, entre autres, le CGIAR, AIRCA, FARA, AFAAS, CORAF, ASARECA, CCARDESA et GCCA+
- 13 <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/12/12/discours-de-cloture-du-president-de-la-republique-au-one-planet-summit>
- 14 https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-8-2019-001453-ASW_EN.html
- 15 <https://www.agropolis.fr/pdf/actu/presentation-remy-rioux-afd.pdf>
- 16 <https://www.oneplanetsummit.fr/les-engagements-15/protéger-les-terres-et-les-ressources-en-eau-face-aux-effets-du-dereglement>
- 17 https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/ops_12_engagements_en_action_-_final_cle4521b9.pdf
- 18 https://reporterre.net/IMG/pdf/2017.12.12_oneplanetsummit_les_engagements.pdf et <https://unfccc.int/fr/news/les-12-engagements-pris-par-les-participants-du-one-planet-summit>
- 19 <https://www.agropolis.fr/pdf/actu/presentation-remy-rioux-afd.pdf>
- 20 <https://www.afd.fr/fr/actualites/one-planet-summit-suivez-la-realisation-de-nos-engagements>
- 21 « to be set-up »
- 22 <https://www.cirad.fr/actualites/toutes-les-actualites/articles/2020/science/biostar-approvisionner-en-bioenergies-durables-les-pme-agroalimentaires-au-sahel>
- 23 <https://www.integratedbreeding.net/1849/news-item/?news=219>
- 24 <https://www.oneplanetsummit.fr/en/commitments-15/protecting-land-and-water-against-climate-change-27> et ici : https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/ops_12_engagements_en_action_-_final_cle4521b9.pdf
- 25 <https://www.jeuneafrique.com/mag/821924/economie/agriculture-des-semenciers-qui-senracinent/>
- 26 Programme One Planet Fellowship : https://awardfellowships.org/wp-content/uploads/2020/07/One_Planet_Fellowship_Brochure_French.pdf
- 27 <https://www.oneplanetsummit.fr/les-coalitions-82/one-planet-fellowship-program-106>
- 28 <https://www.gfar.net/about-us> voir les partenaires privés ici : https://www.gfar.net/about-us/partners?keys=&field_geographic_scope_value=G&field_countries_target_id=All&field_gfar_constituency_target_id=9
- 29 <https://www.cgjar.org/>
- 30 <https://www.cgjar.org/funders/trust-fund/trust-fund-contributions-dashboard/>
- 31 <http://www.airca.org/index.php/airca-members>
- 32 <https://ifdc.org/>
- 33 <http://www.coraf.org/our-history/?lang=fr>
- 34 <https://www.coraf.org/2020/01/23/un-financement-de-lue-pour-aider-le-coraf-a-lutter-contre-le-changement-climatique-et-la-faim/?lang=fr>
- 35 Les semences hybrides maintiennent une dépendance étroite au secteur de l'agro-business, d'autant plus que le marché des semences est détenu en grande majorité par des producteurs de pesticides, qui peuvent ainsi promouvoir un "package" semences hybrides et intrants de synthèse coûteux pour la société et l'environnement. http://mita.coraf.org/?p=technology&lang=fr&tech_id=295&tech_auth=23961385
- 36 Coalitions multi-acteurs: Etat des lieux, Réseau Action Climat, novembre 2020 - https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2020/11/etatdeslieux_coalitions_reseauactionclimat.pdf.pdf
- 37 via le lien vers une conférence en ligne <https://europa.eu/capacity4dev/desira/news/virtual-event-first-african-conference-precision-agriculture-afcpa>
- 38 Voir le projet <https://europa.eu/capacity4dev/desira/wiki/innovation-farmers-malawi>
- 39 Lobbytomie, Stéphane Horel
- 40 La Fondation Syngenta apparaît d'ailleurs en tête de résultats lorsque l'on effectue une recherche internet <https://www.syngentafoundation.org/sustainable-intensification>
- 41 Selon la définition de la FAO <http://www.fao.org/documents/card/en/c/I9037FR>
- 42 <https://europa.eu/capacity4dev/desira/wiki/innovation-farmers-malawi>
- 43 CIP
- 44 <https://geneticliteracyproject.org/2018/06/18/video-how-disease-resistant-gmo-potatoes-could-help-ugandas-potato-farmers-reduce-pesticide-spraying/>
- 45 Biorisques
- 46 <https://wave-center.org/>
- 47 <http://www.coraf.org/2020/01/23/un-financement-de-lue-pour-aider-le-coraf-a-lutter-contre-le-changement-climatique-et-la-faim/?lang=fr> et <https://www.integratedbreeding.net/1849/news-item/?news=219>
- 48 Note du CCFD : Fondation Gates et aide au développement
- 49 Gates Ag One : The Recolonisation Of Agriculture, independentsciencenews.org/commentaries/gates-ag-one-the-recolonisation-of-agriculture/ article by Navdanya and Navdanya International
- 50 En 2015 : <https://agfundernews.com/bill-melinda-gates-foundation-first-agtech-investment-agbiome-011.html>
- 51 En 2018 : <https://xconomy.com/san-francisco/2018/10/02/pivot-bio-gets-70m-led-by-bill-gates-fund-to-replace-fertilizer/>
- 52 En 2016 : <https://www.prnewswire.com/in/news-releases/renmatix-secures-14m-investment-from-bill-gates-and-total-the-global-energy-major-in-concert-with-signing-of-1-million-ton-cellulosic-sugar-license-593506121.html>
- 53 Ibid.
- 54 Rapport « Gates to a Global Empire », Navdanya International
- 55 Interview de Lionnel Astruc, auteur de « L'art de la fausse générosité : La Fondation Bill et Melinda Gates », dans « Bill Gates : l'incroyable arnaque derrière sa fondation » : https://www.youtube.com/watch?v=Dqzt6yAmdDE&feature=emb_title
- 56 dans laquelle la France s'engage à ne pas financer l'achat, la promotion ou la multiplication de semences génétiquement modifiées - <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000029210384/>
- 57 <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/developpement/autres-secteurs-d-importance/securite-alimentaire-nutrition-et-agriculture-durable/actualites-et-evenements-lies-a-la-securite-alimentaire-et-a-l-agriculture/article/securite-alimentaire-nutrition-et-agriculture-durable-la-strategie-francaise-22>
- 58 https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-8-2016-0169_FR.html
- 59 Le trust est une structure qui permet de collecter de l'épargne d'une ou plusieurs personnes morales ou physiques, pour ensuite l'investir dans un grand nombre de titres (actions, obligations, immobilier...) appartenant à des entreprises.
- 60 Rapport « Gates to a Global Empire », Navdanya International
- 61 Philantropie : le capital se fout de la charité – Datagueule 93 - <https://www.youtube.com/watch?v=GT0XkfEB5T8>
- 62 The Lancet
- 63 Une stratégie largement employée par le secteur privé, comme l'illustre bien Stéphane Horel dans Lobbytomie.
- 64 Rapport Biotech Ambassadors, Food & Water Watch
- 65 La faim: un business comme un autre - ACF, CCFD-Terre Solidaire, Oxfam France <https://ccfd-terresolidaire.org/nos-combats/souverainete/rapport-la-faim-un-4750>
- 66 https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/02/12/pourquoi-la-france-s-est-retiree-de-la-nouvelle-alliance-pour-la-securite-alimentaire_5255771_3212.html#:~:text=La%20France%20a%20annonc%C3%A9%20son,jeudi%20%20f%C3%A9vrier%20%20C3%A0%20Matignon.
- 67 Dans le rapport du RAC « Coalitions multi-acteurs : Etat des lieux », 34% des coalitions analysées présentaient ce risque.
- 68 Rapport False Promises : The Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA), Tim Wise
- 69 <https://ccfd-terresolidaire.org/tags/agroecologie>
- 70 <https://www.ipcc.ch/srccl/>
- 71 https://ipbes.net/sites/default/files/2020-02/ipbes_global_assessment_report_summary_for_policymakers_fr.pdf
- 72 HLPE (2019), "HLPE Report #14".
- 73 Loin derrière les entreprises et les Etats, d'après le rapport « Coalitions multi-acteurs : états des lieux » du RAC
- 74 Ibid.
- 75 Voir le rapport d'IPES FOOD From Uniformity to Diversity : a Paradigm Shift from Industrial Agriculture to Diversified Agroecological Systems http://www.ipes-food.org/_img/upload/files/Uniformiteala%20Diversite_IPES_FR_Full_web.pdf
- 76 Pour la définition d'une initiative multi-acteur robuste, voir « Coalitions multi-acteurs : Etat des lieux », Réseau Action Climat, novembre 2020 - https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2020/11/etatdeslieux_coalitions_reseauactionclimat.pdf.pdf



Acteur historique du changement dans plus de 60 pays, le CCFD-Terre Solidaire agit contre toutes les formes d'injustices. Nous œuvrons pour que chacun voie ses droits fondamentaux respectés : manger à sa faim, vivre dignement de son travail, habiter dans un environnement sain, choisir là où construire sa vie...

Un monde plus juste et plus fraternel est déjà en action, car chacun porte en lui une force de changement. Notre engagement pour plus de justice et de solidarité prend racine dans la pensée sociale de l'Église. Par notre action individuelle et collective, nous proposons et soutenons des solutions politiques et de terrain.

+ de **400**
organisations
partenaires

700
projets internationaux
dans 63 pays

15 000
bénévoles

2,2
millions de
bénéficiaires

Pour suivre notre actualité,
engager ou poursuivre le dialogue, retrouvez-nous sur :



ccfd-terresolidaire.org



**TERRE
SOLIDAIRE**
Soyons les forces du changement

Comité Catholique contre la Faim
et pour le Développement - Terre Solidaire
4, rue Jean Lantier 75001 Paris - Tél : 01 44 82 80 00